

E 2300 London, Archiv-Nr. 28

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,  
au Chef du Département politique, G. Motta*

*RP n° 17*

Répercussions des événements de  
l'Europe centrale

Londres, 3 août 1934

[...]

En passant en revue la suite des secousses qui se sont produites en Europe centrale et orientale, qui ont nécessairement eu leur réaction en Angleterre, voici ce qu'il y a lieu de constater:

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'écrire dans mes précédents rapports la mentalité britannique à l'égard de l'Allemagne a subi un revirement. Depuis bien des mois, ce mouvement, sauf quelques arrêts, a maintenu sa tendance défavo-



nable. Les actes terroristes du 30 juin<sup>1</sup> ont provoqué une indignation si forte contre le régime actuel de l'Allemagne qu'on a cru qu'après quelques jours il se manifesterait un apaisement et qu'à la suite d'explications fournies par l'Allemagne le jugement de Whitehall ainsi que celui de l'opinion publique seraient finalement moins sévères.

Cette amélioration ne s'est cependant pas produite et l'assassinat du Chancelier Dollfuss, survenant moins de quatre semaines après les assassinats en Allemagne a écarté toute chance de voir se créer de meilleures dispositions à l'égard de l'Allemagne.

Je ne crois pas exagérer en assumant que la tragédie de Vienne a eu comme effet non moins qu'une vraie transformation de la politique britannique envers l'Allemagne. Jusqu'ici, tout en retirant de plus en plus sa sympathie aux hommes d'Etat de Berlin, Whitehall et Westminster<sup>2</sup> se sont efforcés de maintenir des dehors d'impartialité par rapport aux antagonistes continentaux. Depuis le 25 juillet on n'essaie plus de conserver cette attitude. Aujourd'hui, l'Allemagne est considérée comme étant la cause des malheurs qui viennent d'arriver.

C'est là, non seulement l'attitude du public et de la presse, non seulement celle des politiciens dont les vues entraînent certaines responsabilités, mais tout simplement celle du Gouvernement et des cercles strictement officiels eux-mêmes. Au cours de ma conversation avec Sir Robert Vansittart, j'ai constaté qu'au Foreign Office on émet [*sic*] en effet pas de doute que toute cette vilénie à Vienne est directement inspirée par les Allemands et non pas par des Allemands fanatiques sans responsabilité officielle, mais tout simplement par ceux qui gouvernent. On met carrément l'ignoble attentat et le plan de révolution sur le compte des Nazis allemands et on ne se gêne pas pour tirer des conclusions. Les accusations proférées dans les articles de fond de la presse sérieuse, en premier lieu du «Times», accusations qui ne sont pas sans gravité, paraissent avoir l'approbation sans réserve du Gouvernement même.

Le fait que le Gouvernement Hitler s'est immédiatement désassocié, et d'une manière manifestement suspecte, du complot naziste en Autriche, loin de calmer les esprits a, au contraire, augmenté l'irritation et le mépris. Aussi croit-on observer que l'effet créé en Italie et en Grande-Bretagne a sérieusement inquiété Berlin et on ne tente nullement d'atténuer cette répercussion qu'on estime fort à propos. Un Gouvernement, maintient-on, qui emploie de pareilles méthodes non seulement chez lui, mais encore en dehors de ses frontières, ne doit pas s'étonner de ce qu'on le considère comme un danger pour le Continent tout entier et de ce qu'on adopte vis-à-vis de lui des attitudes qui répondent à l'existence de ce danger.

Une des dernières séances de la Chambre des Communes avant son ajournement a, comme vous avez pu le voir dans la presse, été consacrée à un «vote de censure» proposé par l'Opposition et visant la politique aérienne du Gouvernement. L'Opposition avait demandé cette discussion avant le 25 juillet, de sorte qu'elle ne pouvait prévoir les conditions particulièrement favorables dont dispo-

1. *Assassinat de Roehm et des principaux chefs de la SA, ainsi que d'autres personnalités allemandes (Nuit des longs couteaux). Cf. n° 51.*

2. *Pour désigner le gouvernement et le parlement britanniques.*

serait le Gouvernement, à la suite des nouvelles bévues allemandes, pour défendre sa politique. Aussi Mr. Baldwin, sous l'impression de ce qui venait de se passer n'a-t-il pas hésité à mettre les points sur les i.

Alors que, comme je l'ai mentionné plus haut, on a jusqu'ici, en parlant du Traité de Locarno et des projets de pactes semblables, observé, en paroles du moins, le régime de l'impartialité, cette fois, Mr. Baldwin a indiqué l'Allemagne comme le foyer dont viendrait l'attaque s'il doit y avoir de nouveau une guerre en Europe. Il n'a pas moins ouvertement exposé sa théorie que les frontières de la Grande-Bretagne ne sont plus autour des rochers de Dover, mais sur les rives du Rhin.

Il y a donc effectivement une transformation assez complète de la politique continentale du Cabinet britannique. Qu'on s'en réjouisse en France et qu'on s'en émeuve à Berlin n'est que naturel, — et il faut ajouter que ni la réjouissance française, ni la protestation allemande ne provoquent de rectifications du côté de l'Angleterre. On peut donc admettre que le Cabinet trouve bon qu'il en soit ainsi à Paris comme à Berlin.

Vous savez que Mr. MacDonald est actuellement en voyage, faisant une cure de repos et cherchant des distractions propres à lui délasser l'esprit. On aurait tort de dire que s'il avait été ici ce changement de politique aurait été moins frappant. Je suis d'avis que sa présence n'aurait rien changé, ni au résultat de la visite de M. Barthou ni aux conséquences des tragédies allemandes et autrichiennes. Cela n'empêche pas que quand il reprendra ses fonctions à Downing Street, il trouvera une situation étonnamment changée en ce qui concerne la politique continentale de son Cabinet. Avant tout, l'effort pour le désarmement aura disparu et l'effort pour l'armement lui aura succédé; le principe de la neutralité ou de l'impartialité dans la politique continentale aura reçu un choc très sérieux et aura fait place à une orientation très différente; lui qui a toujours lutté avec autant de conviction que de persévérance pour maintenir la balance entre les forces travaillant ici pour la France et celles se dépensant en faveur de l'Allemagne, il se verra obligé d'admettre qu'un Gouvernement comme celui de M. Hitler est par ses maladresses et méfaits l'artisan de son propre encerclement.

[...]